



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N°287 - 23 octobre 2015

- Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - En défense de la paix, des corps et des territoires - MMF internationale - Page 1
- 2 - Les inégalités femmes-hommes au Sénat font obstruction à la sanction des clients de la prostitution ! - Cinq faits et une illustration flagrante du sexisme de la « Chambre haute » - Communiqué collectif - Page 2
- 3 - L'Eglise de France n'a toujours rien compris au droit des femmes - Texte collectif - Page 3
- 4 - Limoges : l'association ECVF s'indigne des propos sexistes du maire - Page 4
- 5 - Non Messieurs les Députés, les tampons ce n'est pas du luxe ! - Femmes Solidaires - Page 4
- 6 - Avec Simone, ça déménage ! : Un mois d'inauguration, de mi-novembre à mi-décembre 2015
- 7 - Premier diplôme universitaire sur les violences envers les femmes - Flore d'Arfeuille - Libération - Page 6
- 8 - Débat : « Rapt de femmes comme butins de guerre: une vieille histoire ou de nouveaux défis de genre ? » - Café de l'IEC - Paris - 27 octobre - Page 6
- 9 - 27^{ème} Festival International du Film lesbien et féministe - Paris - du 29 octobre au 1^{er} novembre - Page 6
- 10 - En cas d'imposition à la source, l'imposition commune des couples nuira à la majorité des femmes - Zéromacho - Page 6
- 11 - Documentaire « la Gougnette » de Jackie Raynal - Centre Simone de Beauvoir - 5 novembre - Page 7
- 12 - Soirée Christiane Rochefort - Paris - 6 novembre 2015 - Page 7
- 13 - Réunion Abolition de la GPA - 4 novembre - Appel collectif - Page 7
- 14 - Conférence - Débat : « L'expérience de la Ville au féminin : Processus d'exclusion et stratégies d'appropriation » - Montereau-Fault-Yonne - 17 novembre - Page 8
- 15 - Le tabou des règles, ça suffit ! - Osez le Féminisme ! - Page 8
- 16 - Le Sénat avance sur la régularisation des prostituées étrangères - Le Monde - Page 9
- 17 - Revue : Recevoir « Femmes Ici et Ailleurs » - Page 10
- 18 - Livre : Richard Poulin : Sexualisation précoce et pornographie - Didier Epszajn - site «Entre les lignes entre les mots» - Page 10
- 19 - Livre - « Prostitution - Une guerre contre les Femmes » - Claudine Legardinier

INTERNATIONAL

1 - En défense de la paix, des corps et des territoires - MMF internationale

Nous les femmes de la Marche Mondiale des Femmes, réunies aujourd'hui à Vigo dans le cadre de la 4^{ème} action internationale et autour du monde rejetons les agressions et les attaques

contre la marche pour la paix organisé par les mouvements sociaux, féministes et syndicaux, œuvrant surtout dans le domaine de la santé, à Ankara en Turquie.

Nous dénonçons les persécutions de l'état Turc contre les mouvements sociaux, les minorités ethniques, le peuple kurdes et les mouvements féministes.

La caravane féministes, qui fait partie de la 4ème action internationale en Europe, a commencé son chemin au Kurdistan, où nous avons pu observer la situation politique et la stratégie de l'état turc pour déstabiliser la région et éliminer les alternatives aux politiques fascistes et néolibérale d'Erdogan et du gouvernement turc.

Face à ces actes, la Marche Mondiale des Femmes se solidarise avec la lutte des femmes kurdes pour la paix et la construction d'une société juste. L'attaque subie pendant la marche pour la paix est seulement un exemple des massacres fait en défense du néolibéralisme en Turquie et dans le reste du monde.

Nous, les femmes de la Marche Mondiale condamnons cette agression qui a fait plus de 100 morts, ainsi que toutes celles qui ont lieu dans le monde. Nous sommes toujours engagées pour la construction d'une alternative de paix, de justice et d'égalité pour toutes et pour tous.

En solidarité féministe, Nous serons en marche tant que toutes les femmes ne seront pas libres

TEXTES

2 - Les inégalités femmes-hommes au Sénat font obstruction à la sanction des clients de la prostitution ! - Cinq faits et une illustration flagrante du sexisme de la « Chambre haute » - Communiqué collectif

Parce que contrairement au Sénat, la société française n'est pas composée de 74 % d'hommes, la moyenne d'âge des Français.es n'est pas de 65 ans, nous, associations de lutte contre les violences sexuelles et sexistes :

- Apportons tout notre soutien aux sénateur.ice.s progressistes qui se battent pour la dépénalisation des personnes prostituées et la sanction de l'achat d'un acte sexuel : « Pour les futures générations, pour l'égalité femmes-hommes, tenez-bon ! »

- Encourageons l'Assemblée nationale et le Gouvernement à faire aboutir définitivement la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Vous vous demandez pourquoi le Sénat bloque, depuis décembre 2013, l'adoption définitive de la proposition de loi visant à dépénaliser les personnes prostituées et à sanctionner l'achat d'un acte sexuel ? La réponse est sociologique et statistique : la « Chambre haute » est composée de 74 % d'hommes et de 26 % de femmes. Sa moyenne d'âge est de 65 ans.

Or au Sénat, comme dans la société, les chiffres sont explicites, les femmes et les jeunes sont favorables à la pénalisation des clients de la prostitution, alors que les hommes, surtout âgés, défendent encore le droit de disposer sexuellement et financièrement du corps des femmes.

C'est donc sans surprise qu'on notera que, dans tous les groupes politiques, la mobilisation en soutien à la PPL est animée principalement par des femmes courageuses : Laurence Cohen (CRC), Brigitte Gonthier-Morin (CRC), Michelle Meunier (SOC), Maryvonne Blondin (SOC), Claudine Lepage (SOC), Chantal Jouanno (UDI), Valérie Létard (UDI), Fabienne Keller (LR), Joëlle Garriaud-Maylam (LR) ou Sophie Primas (LR).

Mais, au Sénat, les femmes sont rarement présidentes (ni de groupes, ni de Commission spéciale). Et c'est donc aussi sans surprise qu'on retrouve des présidents de tous bords pour

défendre les privilèges masculins : Jean-Pierre Godefroy (SOC), ancien président de la Commission spéciale, Jean-Pierre Vial (LR), nouveau président de la Commission spéciale, Didier Guillaume, président du groupe socialiste, Bruno Retailleau, président du groupe LR, François Zocchetto, président du groupe UDI.

Le critère déterminant : le sexisme :

Fait 1 : le 8 juillet 2014 en commission spéciale, 75 % des sénateur.ice.s ayant voté pour la pénalisation des clients étaient des femmes alors que 75 % des sénateur.ice.s ayant voté contre étaient des hommes.

Fait 2 : Dès 2012, le sondage Harris Interactive « Les français et la prostitution » montraient que 59 % des femmes étaient favorables à la pénalisation des clients de la prostitution.

Fait 3 : Dans son classement mondial sur l'égalité femmes-hommes, publié en octobre 2014, le Forum Economique Mondial indiquait que la Suède, la Norvège et l'Islande, trois premiers pays au monde à avoir dépénalisé les personnes prostituées et pénalisé les clients, faisaient partie des quatre pays au monde les plus avancés en matière d'égalité femmes-hommes. Premier pays à avoir introduit une législation abolitionniste, La Suède comptait, dès 1999, 48 % de femmes au Parlement.

Le facteur aggravant : l'âge :

Fait 4 : Dès 2012, le sondage Harris Interactive « Les français et la prostitution » montraient que 65 % des 18-34 ans (femmes et hommes confondus) étaient favorables à la sanction des clients de la prostitution. A l'inverse 64 % des 50-64 ans étaient contre la sanction des clients de la prostitution.

Fait 5 : Il y a 7 ans d'écart de moyenne d'âge entre les sénateur.ice.s qui ont signé l'amendement de pénalisation des clients de prostitution (plus jeunes et à 56 % des femmes) et ceux qui ont signé l'amendement supprimant la pénalisation des clients de la prostitution (plus âgés et à 77 % des hommes).

Signataires : Amicale du Nid - Assemblée des Femmes - Association Contre la Prostitution des Enfants - Association Femmes libres - Association française des Femmes des Carrières Juridiques - Centre de Recherches Internationales et de Formation sur l'Inceste et la Pédocriminalité - Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles - Chiennes de garde - CHOISIR la cause des femmes - Clara Magazine - Coalition Against Trafficking in Women - Collectif Alouette - Collectif Féministe Contre le Viol - Collectif fier-e-s et révolutionnaires du Parti communiste français - Collectif lesbiennes féministes ba-ham - Collectif National Droits des Femmes - Comité Permanent de Liaison des associations abolitionnistes du proxénétisme - Commission genre et mondialisation d'ATTAC - Conseil National des Femmes Françaises - Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception - Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes - Coordination Lesbienne en France - Elu/us Contre les Violences faites aux Femmes - Encore féministes ! - Ensemble l'égalité c'est pas sorcier - Equipes d'Action Contre le Proxénétisme - Espace Simone de Beauvoir - Fédération nationale GAMS - Fédération Nationale Solidarité Femmes - Femmes en résistance - Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - Femmes solidaires - FIT Une femme, un toit - Fondation Scelles - L'Escale - La ligue du droit international des femmes - Le Lobby Européen des Femmes - Le monde à travers un regard - Les Effronté-E-s - Les moutons noirs - Les trois quarts du monde - Maison des femmes de Paris - Marche mondiale des femmes - Mémoire traumatique et victimologie - Mouvement Jeunes femmes - Mouvement du Nid - Mouvement national Le Cri - Osez le féminisme ! - Planning familial 75 - Rajfire - Regards de femmes - Réseau féministe Ruptures - Réussir l'égalité femmes-hommes - SOS les mamans - SOS sexisme - Zero impunity - Zéromacho - Zonta club de France

3 - L'Eglise de France n'a toujours rien compris au droit des femmes - Texte collectif

Les associations signataires tiennent à faire connaître leur indignation face à la prise de position de la Conférence des évêques de France (CEF) concernant la campagne d'information sur l'avortement lancée par le gouvernement.

Il est inadmissible que plus de 40 ans après le vote de la loi reconnaissant aux femmes le

droit à disposer de leur corps, l'Eglise de France continue à s'opposer publiquement à une loi de la République. Il est inadmissible que les évêques de France se permettent de remettre en cause la liberté d'information sur un droit fondamental alors même que des groupes catholiques anti-IVG parasitent les recherches d'informations objectives sur l'accès à l'IVG en les détournant vers des sites intégristes.

Il serait temps que l'Eglise de France cesse de considérer les femmes comme des mineures qui doivent suivre les conseils des hommes d'Eglise pour leur choix les plus intimes. Il serait temps que l'Eglise de France comprenne que toutes les femmes se sentent insultées en lisant : « Le CEF redit l'impérieuse nécessité de ne pas considérer l'avortement comme une anecdote de la vie mais comme un acte grave ».

Les associations signataires tiennent à apporter leur soutien total à la campagne d'information lancée par le gouvernement. Elles ajoutent, compte tenu des régressions qui s'annoncent dans d'autres pays européens (au Portugal mais aussi en Espagne, pour ce qui est des mineures) d'inscrire ce droit dans la Constitution et d'engager une véritable stratégie pour que les droits sexuels et reproductifs soient inscrits dans la Charte Européenne des droits fondamentaux.

Signataires : LDIF, La CLEF

Avec le soutien particulier de : CADAC, CNDP, CNAFA, CLR, Collectif et réseau féministe « Rupture », Encore Féministes, Femm'ecolos, Femmes Solidaires, GLMU, Libres Mariannes, Marche Mondiale des Femmes, Regard de Femmes.

4 - Limoges : l'association ECVF s'indigne des propos sexistes du maire

L'association ECVF- Elu.e.s Contre les Violences faites aux Femmes - souhaite exprimer tout son soutien aux élues de l'opposition de la Mairie de Limoges qui ont dénoncé publiquement, dans un article du journal Ouest France, ce 30 septembre 2015, les propos sexistes d'Emile Roger LOMBERTIE, Maire de la ville.

Regroupant des élu.e.s de tous niveaux de mandat et des collectivités de tous échelons territoriaux, engagée depuis 12 ans dans la lutte contre les violences faites aux femmes partout en France, ECVF condamne l'attitude du Maire de Limoges et s'indigne face aux harcèlement et violences sexistes qui persistent dans la sphère politique et souhaite rappeler le devoir d'exemplarité des élus.

Parce qu'il est grand temps d'en finir avec l'invisibilisation des femmes sur la scène publique et politique, leur traitement spécifique et sexiste et la banalisation des violences qui leurs sont faites, ECVF se porte solidaire de l'action menée par ces élues et leur exprime tout son soutien.

5 - Non Messieurs les Députés, les tampons ce n'est pas du luxe ! - Femmes Solidaires

Les députés ont rejeté le 15 octobre l'amendement proposant d'appliquer le taux de TVA réduit à 5,5 % sur les tampons et serviettes hygiéniques, actuellement taxés au taux maximum de 20 %. Cet amendement avait pourtant été adopté en commission. La députée socialiste Catherine Coutelle, à l'initiative de cette proposition, se faisant l'écho de la campagne dans laquelle nous nous reconnaissons, engagée par le collectif Georgette Sand, en avait souligné l'évidence : ces produits sont de première nécessité.

En pleine séance de nuit, devant un hémicycle essentiellement masculin, le secrétaire d'état au Budget, Christian Eckert, s'est distingué en arguant pour refuser cet amendement que la mousse à raser pour les hommes est aussi taxée à 20 % ! Le mépris le dispute au machisme !

Il n'est pas possible d'accepter que le Gouvernement fasse ainsi des économies de bout de chandelle en refusant de considérer de première nécessité les protections féminines. La

bataille continue, la discussion budgétaire n'est pas terminée. Nous appelons tous les parlementaires, au Sénat comme à l'Assemblée nationale, à se ressaisir.

Ce qui a été possible l'an dernier pour ramener le taux de TVA à 5,5% sur les préservatifs masculins et féminins doit l'être aussi cette année pour ces produits indispensables aux femmes et qu'elles sont dans l'obligation d'acheter.

6 - Avec Simone, ça déménage ! : Un mois d'inauguration, de mi-novembre à mi-décembre 2015

Jamais deux sans trois ! Après ses débuts dans l'immeuble Neptune en 1992, l'Espace Simone de Beauvoir a emménagé quai de Versailles en 2000. 15 ans plus tard, voilà que c'est reparti, l'association féministe à la bougeotte et part s'installer quai Ernest Renaud, en face de la gare maritime.

A partir du 16 octobre prochain, l'Espace Simone de Beauvoir a élu domicile au rez-de-chaussée de l'immeuble Salorges 1, au 15 quai Ernest Renaud à Nantes. Plus de 20 ans après sa création, ce changement d'adresse est l'occasion de bousculer un peu les habitudes, de prendre un nouveau départ et de se réinventer.

L'Espace réaffirme aujourd'hui ses objectifs et ses missions : être un lieu de ressources, de vigilance et d'interpellation, mais également un lieu actif, convivial, et surtout ouvert à toutes et à tous. Lieu passerelle entre les associations intervenant sur les inégalités femmes-hommes, ce nouvel espace n'aura de cesse de travailler en partenariat avec tout le réseau associatif du territoire. De plus, il est important de faire découvrir au plus grand nombre la démarche de l'Espace et ses actions. Une programmation hors les murs.

Pour fêter l'événement, l'Espace Simone de Beauvoir voit les choses en grand. Un mois complet d'inauguration, de mi-novembre à mi-décembre, rempli d'événements touchant à toute une palette de thématiques féministes d'aujourd'hui. Une pendaison de crémaillère taillée sur mesure pour les nouvelles ambitions de la structure.

Avec une équipe toute fraîche aux commandes, de nouveaux locaux (avec vue sur la Loire s'il vous plaît), et un projet associatif en cours de réécriture, l'association Espace Simone de Beauvoir a de beaux jours devant elle permettra de rendre plus accessible au grand public.

Équipe de l'Espace Simone de Beauvoir, 25 quai de Versailles -, 44000 Nantes, 02 40 12 15 18, projets@espace-de-beauvoir.fr

7 - Premier diplôme universitaire sur les violences envers les femmes - Flore d'Arfeuille - Libération

Deux jours par mois, Christine Leverrier s'assoit sur les bancs de l'Université Paris VIII. Elle troque sa casquette de Coordinatrice des centres de planification familiale de Saint - Denis contre celle d'étudiante. Aux côtés d'une vingtaine d'autres professionnelles du terrain, cette féministe engagée prépare le premier Diplôme Universitaire (Bac+3) sur les violences faites aux femmes. Objectif de la formation ? Mieux comprendre comment s'installent et se développent les violences, leur impact sur les victimes, l'état du droit. Les préconisations thérapeutiques et éducatives, l'orientation et l'accompagnement des victimes y sont également abordés. «C'est aussi l'occasion d'échanger entre professionnelles, c'est très riche.» Aucun homme dans cette première promotion ? Christine Leverrier se veut rassurante : «Ils viendront, j'en suis persuadée.» Pionnier sur le sujet, le département de la Seine-Saint-Denis, doté de l'Observatoire des violences envers les femmes - organisme de référence - poursuit donc avec pugnacité son rôle de défricheur. Pas question pour autant de stigmatiser

le 93 pour Christine Leverrier qui insiste : «Tous les territoires et toutes les classes sociales sont concernés».

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

8 - Débat : « Rapt de femmes comme butins de guerre: une vieille histoire ou de nouveaux défis de genre ? » - Café de l'IEC - Paris - 27 octobre

Avec Fabrice Virgili, historien (CNRS-IRICE), Catherine Bonnet, pédopsychiatre, et la sénatrice Brigitte Gonthier-Maurin, membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité du Sénat.

Faut-il que, en ce début de XXIème siècle, nous assistions, impuissant-es, à l'enlèvement de lycéennes, à la mise en esclavage de milliers de femmes et petites filles, à leur viol et asservissement sexuel comme arme de guerre inscrite dans une stratégie délibérée? Comment comprendre le véritable hiatus qui existe entre la reproduction et l'actualisation de ces ancestrales malédictions et la proclamation tous azimuts d'avancées vers plus de justice, de respect et d'humanité, dans les rapports entre femmes et hommes?

18h30-20h30, Café La Baleine, Jardin des Plantes (47 rue Cuvier, Paris 5e).

Entrée libre dans la limite des places disponibles.

9 - 27^{ème} Festival International du Film lesbien et féministe - Paris - du 29 octobre au 1^{er} novembre

Le 27e Festival International du film lesbien & féministe de Paris se déroulera du jeudi 29 octobre au dimanche 1er novembre 2015. Les portes du festival s'ouvriront jeudi 29 octobre à 17h00 (retrait des préventes à partir de 17h30). Horaires d'ouverture des autres jours : 11h30.

Les préventes seront closes le 23 octobre ! Plus que 4 jours pour compléter et envoyer votre formulaire. <http://www.cineffable.fr/festivals/27efestival/Docs27/Prevente-AdvanceSales-2015.pdf>

On ne le répètera jamais assez, pas de festival sans bénévoles ! Vous avez jusqu'au 25 octobre pour envoyer le formulaire ci-dessous :

http://www.cineffable.fr/festivals/27efestival/Docs27/form_benevol2015.rtf

Et retrouvez en ligne toutes les informations nécessaires à la préparation de votre venue : programme, tarifs, catalogue, etc. <http://www.cineffable.fr/>

Espace Reuilly, 21 rue Hénard, Paris 12^e, Métro Montgallet

10 - En cas d'imposition à la source, l'imposition commune des couples nuira à la majorité des femmes - Zéromacho

Le 14 octobre, l'Assemblée nationale débat de la mise en place de l'imposition à la source. Zéromacho demande l'imposition séparée des conjoints, car le maintien du foyer fiscal avec déclaration commune provoquera une surimposition du conjoint le moins payé, la femme dans les trois quarts des cas.

La France est l'un des derniers pays de l'OCDE où l'imposition commune des couples est la règle. Or dans les trois quarts des couples, l'homme gagne plus que la femme. Le quotient conjugal calculé sur les deux salaires fait donc baisser le taux d'imposition du plus élevé (le plus souvent celui de l'homme) et augmente le taux d'imposition du plus bas (celui de la femme).

Les mères de famille gagnant peu sont donc découragées de travailler car leur salaire net

correspond au montant des frais de garde : leur carrière en est limitée et leur dépendance économique vis-à-vis de leur conjoint renforcée. Les conséquences peuvent être catastrophiques en cas de violence conjugale (impossibilité économique de fuir un conjoint violent) et de séparation (pauvreté de mères isolées).

Le prélèvement à la source rendra ce phénomène encore plus aigu pour les femmes gagnant moins que leur conjoint, ce qui est le cas dans les trois quarts des cas.

11 - Documentaire « la Gougnette » de Jackie Raynal - Centre Simone de Beauvoir - 5 novembre

L'équipe du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir est heureuse de présenter le documentaire « Gougnette » de Jackie Raynal. " Gougnette (désordonnée en patois camarguais), ou la mémoire de mes parents (morts en 1983 et 1995), résistants pendant la seconde guerre mondiale et communistes dans le Midi. Ce film, à travers des interviews filmées et sonores de mes parents et de personnes qui les ont connues - prises entre 1979 et 2005 - retrace leurs vies dans leur univers d'engagement politique. C'est aussi l'hommage d'une cinéaste à ses parents. Une œuvre non pas politique mais évoquant la mémoire d'une époque et d'une région. " Jackie Raynal.

La séance sera suivie d'un débat avec la réalisatrice.

Jeudi 5 novembre 2015 à 20h au cinéma Luminor, Hôtel de Ville (anciennement Le Nouveau Latina) en présence de la réalisatrice.

12 - Soirée Christiane Rochefort - Paris - 6 novembre 2015

Lauréate du prix Nouvelle vague en 1958 pour « Le repos du guerrier » son premier grand succès public, Christiane Rochefort (1917-1998), publie ensuite une série de romans novateurs par leur ton corrosif et iconoclaste, leur langage cocasse et créatif. « Le »s petits enfants du siècles », « Encore heureux qu'on va vers l'été », « Une rose pour Morisson », « Printemps au parking », « Les stances à Sophie », autant de titres cités ici dans le désordre qui lui valent, en même temps que la reconnaissance, la gloire sans fortune des contestataires.

Elle est également l'auteur de d'aphorismes, de poèmes en prose et d'essais - dont « C'est bizarre l'écriture », essai portant sur son travail d'écrivain (1970).

Elle reçoit en 1988 le prix Médicis pour son dernier roman « La porte du fond ».

En 1978, Christiane Rochefort avait publié une biographie complètement atypique, expérimentale et riche d'inventivités, « Ma vie revue et corrigée par l'auteur ». Le journal qu'elle a tenu de 1986 à 1993 sort aujourd'hui aux Editions iXe sous un titre suggéré par elle-même « Journal prépostume possible ».

L'originalité, la vigueur, l'élégance de son style seront mis en voix par Orit Mizrahi et Awena Burgess, accompagnées à la guitare par Daniel Mizrahi. Anne Garetta, membre du prix Médicis et d'autres lauréates de ce prix liront également des extraits de l'œuvre de Christiane Rochefort.

Vendredi 6 novembre, 19h, Maison de la poésie, Passage Molière, 157 rue Saint Martin, 75003, Métro Rambuteau, RER Les Halles.

Tarif 10 euros, réservation : 01 44 54 53 00

13 - Réunion Abolition de la GPA - 4 novembre - Appel collectif

Nous vous invitons à une réunion pour discuter ensemble d'Assises pour l'abolition universelle de la gestation pour autrui (GPA/mères porteuses), qui devrait se tenir début 2016. Cette

réunion est à l'initiative de nos associations : CADAC, CLF et CoRP.

Venez nombreuses et nombreux compte tenu de l'urgence (travaux en cours à La Haye et au Conseil de l'Europe).

Marie-Josèphe Devillers, CLF, Maya Surduts et Nora Tenenbaum, CADAC, Marie Jauffret et Ana-Luana Stoicea-Deram, CoRP

4 novembre 2015, 18h30, Bourse du Travail, Château d'Eau, métro République

14 - Conférence - Débat : « L'expérience de la Ville au féminin : Processus d'exclusion et stratégies d'appropriation » - Montereau-Fault-Yonne - 17 novembre

Programme :

♀ : Accueil des participant-es ;

♀ : Ouverture institutionnelle ;

♀ : Intervention de Chris Blache, socio-ethnographe, co-fondatrice et coordinatrice de l'association Genre et Ville ;

♀ : Présentation de la Marche Exploratoire réalisée à Surville - Montereau-Fault-Yonne avec le Centre Social ;

♀ : Echanges avec la salle.

Nous prolongerons la réflexion en partageant une collation.

La participation à cette conférence est gratuite, cependant, le nombre de places étant limité, l'inscription est obligatoire par retour de mail à l'aide du coupon réponse ci-joint à antenne.senart@lerelais77.fr ou catherine.bouchoucha@lerelais77.fr, ou par téléphone au 01.64.89.76.43

17 novembre, 13h30 à 17h30, Salle François Mitterrand, Avenue de Surville, 77130 Montereau-Fault-Yonne.

15 - Le tabou des règles, ça suffit ! - Osez le Féminisme !

Les député-es viennent de rejeter l'amendement déposé par Catherine Coutelle prévoyant une réduction du taux de TVA applicable aux protections périodiques. En réaction, Osez le Féminisme ! annonce le lancement imminent d'une campagne pour lever le tabou des règles : "Sang Tabou".

Proposé dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2016 examiné en ce moment à l'Assemblée nationale, l'amendement prévoyait d'intégrer les protections périodiques à la liste des biens de première nécessité bénéficiant d'une TVA réduite à 5,5 %. Les députés - à 73 % des hommes - et le Secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert s'y sont opposés, et l'amendement a été rejeté.

Alors que les femmes dépensent en moyenne 1500 euros dans une vie pour leurs protections menstruelles, le manque de considération pour cette question n'est que le reflet du tabou qui persiste sur les règles.

Osez le Féminisme ! lance le dimanche 18 octobre, journée mondiale de la ménopause, une campagne de lutte contre les stéréotypes associés aux menstruations intitulée « Sang Tabou - Les règles, c'est pas la honte ». Cette campagne part d'un constat : il n'y a rien de plus banal que le phénomène biologique des règles, et pourtant, les femmes les vivent dans la honte, cachées. Nommées à demi-mot, affublées de petits noms infantilisants, les règles sont associées à toutes sortes de croyances populaires leur prêtant des pouvoirs maléfiques ou magiques (faire tourner la mayonnaise, fertiliser les champs, etc.).

Ce tabou a un impact sur la vie des femmes à plusieurs titres :

- Politiquement, le sujet n'est pas pris en considération à la hauteur de ses enjeux, par une classe politique composé majoritairement d'hommes ;
- Économiquement, il joue sur leur pouvoir d'achat, c'est la fameuse "Tampon tax" ;
- Socialement, le tabou des règles à un impact négatif sur les femmes qui vivent dans la peur que leurs règles ne se voient, ou pire, ne se sentent, comme le font croire les publicitaires. Les règles sont également le véhicule de toutes sortes de clichés machistes caricaturant des femmes irascibles en période de menstrues, ce qui n'est pas sans conséquences sur la représentation des femmes dans la vie publique ;
- Médicalement, les règles sont peu étudiées et les souffrances et pathologies associées trop souvent mal prises en charge.

Avec sa campagne Sang Tabou, Osez le Féminisme ! vise à lever le tabou des règles auprès du grand public et des responsables politiques. L'association s'engage aux côtés des femmes pour qu'elles ne souffrent plus ni de gêne, ni de honte pendant leurs règles, et qu'elles puissent choisir en toute liberté la meilleure manière de les vivre, y compris... de ne plus les avoir du tout !

16 - Le Sénat avance sur la régularisation des prostituées étrangères - Le Monde

Le Sénat a refusé en deuxième lecture, mercredi 14 octobre, la pénalisation des clients de prostituées, par 190 voix défavorables contre 117. Cette mesure, voulue par le gouvernement et votée deux fois par l'Assemblée en deux ans de procédure, prévoit une amende de 1 500 euros pour tout achat d'actes sexuels. Elle a divisé à gauche comme au sein du gouvernement. L'ensemble du groupe Les Républicains (LR) a voté contre.

La chambre à majorité de droite n'a cependant pas uniquement fait blocage : elle a été plus loin que l'Assemblée sur un autre débat initié par ce projet de loi, qui concerne la délivrance de titres de séjour aux personnes prostituées de nationalité étrangère.

Une mesure de protection pour l'immense majorité des prostituées : Celles-ci représentent l'immense majorité des prostituées en France (90 %), selon la Cimade, l'une des principales associations de défense des étrangers. L'Assemblée avait voté un amendement autorisant la délivrance de titres temporaire (6 mois) sous condition : ces personnes devaient cesser de se prostituer. La chose n'était pas systématique : le préfet devait en décider.

La Cimade jugeait inutile ce dispositif, censé les protéger. Elle estimait que les députés prenaient les choses à l'envers : le titre de séjour devait permettre aux personnes prostituées, selon elles, d'entrer dans un cycle d'insertion professionnel. Le débat se déroulait dans un contexte de crispation sur le statut des étrangers en France. Le Sénat a cependant écouté la critique associative : il supprime l'exigence de cessation d'activité. Il la remplace par la demande d'« un effort réel ».

Le délit de racolage supprimé : Les sénateurs ont également accepté la suppression du délit de racolage instauré par Nicolas Sarkozy. Ce dernier fait l'unanimité contre lui parmi les associations de terrain, mais les policiers souhaitent le maintenir, affirmant qu'il aide à identifier proxénètes et filières. En première lecture, les sénateurs l'avaient maintenu contre l'avis des députés.

Dernier vote pour le Sénat : La ministre de la santé, Marisol Touraine a prévenu qu'elle défendrait encore la pénalisation des clients, mesure phare du projet. « Une loi qui protège les prostituées et responsabilise les clients reste nécessaire », a-t-elle dit après le vote. Le texte devra faire l'objet d'une commission mixte paritaire (7 députés, 7 sénateurs) chargée de trouver une version commune. En cas d'échec, c'est l'Assemblée qui aura le dernier mot.

Le blocage administratif des sites Internet réintroduit : Les sénateurs ont également

réintroduit le blocage administratif - c'est à dire sans l'autorisation d'un juge - de sites Internet de prostitution. Cette mesure avait été supprimée par l'Assemblée. Les sénateurs précisent que ces blocages devront viser des sites permettant aux réseaux de traite et de proxénétisme d'organiser leur activité.

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

17 - Revue : Recevoir « Femmes Ici et Ailleurs »

Dans les médias, plus de 80 % des sujets des informations sont des hommes. Les femmes restent enfermées dans des rôles dits "féminins" (mère, épouse, fashionista...) ou présentées comme victimes. Seules les femmes politiques ont vraiment droit au chapitre. Qu'en est-il des militantes, des scientifiques, des cheffes d'entreprise, des sportives ?... Le magazine Femmes ici et ailleurs (60 pages), lancé par l'association, entend mettre en lumière ces femmes agissantes.

En développant cette information "différente", ce trimestriel propose de dénoncer les violences faites aux femmes et SURTOUT de faire connaître celles qui font bouger les lignes. Car c'est en montrant des modèles très éloignés des clichés véhiculés par les médias que nous avancerons, toutes et tous, vers davantage d'égalité femmes/hommes et ouvrirons d'autres champs des possibles, notamment pour les jeunes générations.

Pour recevoir le magazine *Femmes ici et ailleurs* vous pouvez souscrire à un abonnement classique ou rejoindre notre Collectif. Moins onéreuse et plus souple que l'abonnement, cette possibilité vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66 % de la somme versée, grâce au statut d'intérêt général de l'association. En plus, vous aurez prochainement accès à des "bonus".

<http://www.femmesicietailleursmag.com/#!/-propos3/c1z87>

18 - Livre : Richard Poulin : Sexualisation précoce et pornographie - Didier Epszajn - site «Entre les lignes entre les mots»

En partant de la consommation de la pornographie par une majorité des filles et des garçons avant l'âge de quatorze ans, Richard Poulin s'interroge sur la pauvreté des recherches « Alors que nul n'ignore la puissance des images dans notre société, peu de gens semblent s'en soucier lorsqu'il est question des industries du sexe. » Impossible d'évoquer les multiples thèmes abordés par l'auteur, certains découverts à la lecture de cet ouvrage. Je dois reconnaître un certain effarement devant certaines « données ». Ni rire, ni pleurer, mais comprendre disait le philosophe, mais face aux abjections, un certain sentiment d'impuissance...

La pornographie doit être replacée dans les rapports sociaux dominants de sexe « La pornographie se focalise sur le plaisir masculin - qui est à la fois l'apogée et le but du spectacle, car après l'éjaculation tout est terminé - et l'humiliation des femmes, laquelle se trouve renforcée par une hiérarchisation particulièrement raciste. » Et contrairement à des idées répandues, elle n'est pas qu'une affaire d'adultes consentants.

L'auteur fait le lien entre la sexualisation précoce, le nouvel ordre pornographique, l'hypersexualisation de la société « à l'intérieur de laquelle le corps féminin est chosifié et morcelé et où la valeur des femmes est réduite à leurs attributs physiques et à leur capacité à plaire et à séduire » et la surexposition de l'intimité dans la sphère publique.

La publicité envahit les espaces, dans les magazines, à la télévision, sur internet, « la société actuelle subit un vacarme sexuel assourdissant, caractérisé par une banalisation de la

pornographie et du sexe marchandise. Le sexe est partout. Il s'achète, se vend, se loue et il vend et se fait vendre. »

La pornographie est, de plus, prescriptrice de comportements, d'attitudes et de pratiques qui parfois se concluent par des transformations irréversibles (opérations chirurgicales). La consommation fantasmatique et réelle semble dominer. Richard Poulin a bien raison de s'interroger : « Que des hommes soient capables de bander pour des objets synthétiques, totalement dociles, et jouir, en dit long sur eux en particulier et sur la société masculine dans son ensemble. »

Sans invalider les analyses et les conclusions de l'auteur, je crois que celui-ci aurait gagné à présenter les contradictions engendrées par le nouvel ordre sexuel et rendre moins lisses, moins unilatérales les évolutions décrites. Un livre pour ne pas accepter la marchandisation de nos êtres, de nos corps, la réduction des libérations à la consommation, au paraître, sans oublier les violences physiques et psychiques. A l'isolement narcissique et aux nouveaux préceptes comportementaux, nous pouvons opposer une émancipation construite sur l'acceptation des limites du moi, sur les échanges avec d'autres, égaux et égales.

Editions La dispute, Paris 2009, 273 pages, 24 euros

19 - Livre : Prostitution, une guerre contre les femmes - Claudine Legardinier

Dans cet ouvrage solidement argumenté et documenté, Claudine Legardinier dévoile les souffrances quotidiennes des personnes prostituées pour mieux dénoncer les motifs qui président, depuis des siècles, à les priver d'identité et de parole.

Au-delà des gigantesques enjeux financiers et économiques à l'échelle mondiale, l'auteure met en lumière le système prostituteur qui a construit les femmes en objets de désir pour mieux défendre la prostitution et maintenir en place le pouvoir masculin.

La parole des personnes prostituées : Si Claudine Legardinier défend si ardemment la cause des personnes prostituées, c'est parce qu'elle les connaît bien et depuis fort longtemps. En effet, cela fait plus de trente ans que notre chère collaboratrice leur permet, par son écoute bienveillante et empathique, de se livrer sans fard. Lorsque ces personnes font tomber leur masque, elles se libèrent et expriment tant de souffrances accumulées depuis des années.

Celles que la société s'applique à considérer depuis toujours comme des traînées, des débauchées sont enfermées dans la honte, la solitude parce qu'elles ont intégré douloureusement l'infamie dont elles sont frappées.

L'auteure n'est donc pas dupe des discours de certaines personnes qui revendiquent avec force leur statut de travailleurs, travailleuses du sexe, dans les médias en espérant gagner une dignité que la société leur refuse.

Claudine Legardinier redonne à ces femmes et à ces hommes la réelle place qui leur échoit et dénonce les violences qu'ils subissent quotidiennement : brutalités, viols, humiliations, insultes, meurtres.... Des personnes qui, comme toutes les victimes d'agressions extrêmement violentes (attentat, guerre...) opèrent une dissociation pour survivre à la réalité : elles subissent la violence des proxénètes comme des clients, mais font le vide pour ne pas la ressentir. Pour ces personnes victimes de stress post-traumatiques, les conséquences sont dévastatrices sur le plan physique, psychique et social. La destruction prostitutionnelle est... incolore et inodore. Invisible et non identifiée, conclut l'auteure qui rend un vibrant hommage aux survivantes de la prostitution, sorties de la honte et du silence, pour devenir des actrices de changement fières et fortes.

La violence du système prostitueur : Claudine Legardinier démontre de façon magistrale les raisons pour lesquelles tout le système prostitueur construit les femmes en objets de désir, pas en sujets de parole. Les clients se réfugient dans leurs fantasmes de putains dotées d'une sexualité agressive et insatiable, pour assouvir leurs pulsions sexuelles. Au nom des billets qu'ils déposent après la passe, les clients s'arrogent tous les droits, y compris celui de frapper, de détruire, contraignant les personnes prostituées au silence, au nom d'un consentement présumé. Que ce soit dans la rue ou dans les bordels, elles sont en danger. L'auteure ne manque d'ailleurs pas de citer des extraits d'un dépliant rédigé par une association qui défend le métier et qui dresse le constat le plus cru de la violence des clients prostitueurs : Soyez toujours en état d'alerte : les stylos, sifflets stridents, bombes lacrymogènes peuvent être de bonnes armes.

Comme l'a révélé le récent procès du Carlton, les communautés d'hommes - milieu d'affaires, personnalités politiques, armée, monde sportif - paient les personnes prostituées pour se défouler mais aussi pour asseoir leur prestige et leur entre soi. Les clients alimentent financièrement les caisses des réseaux, des proxénètes et des tenanciers qui profitent largement de ce marché juteux. Sur notre territoire, les proxénètes recrutent parmi les cabossées de la vie, souligne Claudine Legardinier pour mieux les manipuler et les enfermer. Malgré cette réalité, la société persiste à perpétuer l'idée selon laquelle la prostitution serait un mal nécessaire, une nécessité sociale, notamment pour prévenir les viols et autres agressions. Un mythe battu en brèche avec force par l'auteure qui signale que, loin d'empêcher toute agression ou harcèlement, la prostitution au contraire, y invite.

Libéralisation du marché de la prostitution : Conflits armés, pauvreté, analphabétisme, maltraitements, camps de réfugiés, minorités ethniques.... Partout dans le monde, les femmes les plus fragiles et les moins qualifiées alimentent l'industrie du sexe, l'industrie du crime qui ne cesse de prospérer. En effet, pour mieux servir les intérêts des proxénètes comme des Etats, le capitalisme libéral a transformé la prostitution en activité épanouissante, en a fait un emblème d'émancipation. L'auteure en dénonce avec vigueur les dérives. Si le "métier" de prostitué est légalisé, il peut être même revendiqué. Ainsi, des personnes handicapées réclament actuellement le droit à des services d'accompagnement sexuel ce qui implique, à terme, d'avoir recours en priorité à des femmes en situation précaire.

Une partie de nos voisins européens ont choisi de banaliser l'achat d'êtres humains, au nom du pragmatisme et de la modernité, et faire de la prostitution un "métier comme un autre" où des managers du sexe emploient des sex workers. Ainsi, des chaînes de bordels allemands proposent les femmes en forfaits illimités : repas, boisson et viol légal pour 70 euros, décrit Claudine Legardinier.

Le système prostitueur est révélateur des inégalités des femmes et des hommes : Faut-il s'habituer à ce que le commerce des sexes soit l'une des activités les plus rentables avec la vente d'armes et le trafic de drogues, interroge l'auteure qui, comme tous les abolitionnistes, est contre l'exploitation capitaliste et mondialisée des industries du sexe. Pour notre collaboratrice, la priorité va aux personnes prostituées, qu'il s'agit de sortir de l'abandon comme de la répression séculaire auxquels la société les condamne.

Portée par l'utilité de son combat, Claudine Legardinier a su, dans cet ouvrage remarquable, nous emporter par sa force de conviction.

Syllepse, 2015

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>